

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Reine Myreille Djotang-Ngnia : Pour une prise en compte continue et progressive de l'ancienneté du salarié au travail.

Marie-Laure Morin : Cession d'une société filiale, responsabilité du cédant et nature du préjudice causé aux salariés (rapport), note **Jean-Pierre Bougnoux**.

Pascal Rennes : Représentativité : les principes de liberté et d'égalité syndicales appréciés avec raison.

Philippe Waquet : Représentants du personnel. Rôle respectif de l'administration et du juge judiciaire dans le contrôle des licenciements.

JURISPRUDENCE

voir notamment

Une convention collective antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 2005 ne peut valoir dérogation aux nouvelles dispositions de l'article L. 423-16 du Code du travail relatives à la durée du mandat des délégués du personnel.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 novembre 2007 - Note Florence Canut (p. 135)

Les actions de formation et le temps de travail effectif : à la recherche d'un équilibre.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2007 - Note Marie-Ange Drica (p. 137)

Faute grave, définition et régime.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2007 - Note Mireille Poirier (p. 140)

La qualification juridique du temps de déplacement dans l'entreprise en tenue de travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2007 - Note Anja Johansson (p. 143)

Conditions d'application du forfait jour et sanction du non-respect.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 octobre 2007 - Note Karim Hamoudi (p. 146)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Pour une prise en compte continue et progressive de l'ancienneté du salarié au travail, par **Reine Myreille Djotang-Ngnia**, Docteur en droit 97

Cession d'une société filiale, responsabilité du cédant et nature du préjudice causé aux salariés, rapport de **Marie-Laure Morin**, Conseiller à la Cour de cassation 106
Annexe : LICENCIEMENT – Caractère illicite – Filialisation d'activités par transfert partiel d'actifs – Cession de la filiale – Cessionnaire placé ultérieurement en liquidation judiciaire – Action en responsabilité des salariés à l'encontre du cédant – Recevabilité.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 novembre 2007 109

Note de Jean-Pierre Bougnoux, Avocat au Barreau d'Angers..... 110

Représentativité : les principes de liberté et d'égalité syndicales appréciés avec raison, par **Pascal Rennes**, Directeur honoraire du Travail 113
Annexe : SYNDICAT PROFESSIONNEL – Droits syndicaux – Exercice – Amélioration par voie de négociation collective (deux espèces) – Liberté syndicale – Égalité entre syndicats – Accord national interprofessionnel instituant une contribution financière patronale obligatoire pour développer le dialogue social dans l'artisanat atteinte à la liberté syndicale invoquée par certaines organisations patronales non invitées à la négociation – Licéité de l'accord (première espèce) – Financement conventionnel des organisations syndicales représentatives d'une branche professionnelle – Inégalité soulevée par des organisations non signataires – Légalité d'un traitement différent fondé sur des éléments objectifs n'excluant aucune organisation syndicale représentative (deuxième espèce).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 4 décembre 2007 116

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 10 octobre 2007 119

Représentants du personnel. Rôle respectif de l'administration et du juge judiciaire dans le contrôle des licenciements, par **Philippe Waquet**, Doyen honoraire de la Cour de cassation 120
Annexe : PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative de licenciement – Annulation – Pouvoirs du juge judiciaire – Cause réelle et sérieuse – Appréciation – Indemnisation (trois espèces).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 septembre 2007 125

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 septembre 2007 126

Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 novembre 2007 127

Jurisprudence :

COMITE D'ENTREPRISE – Subvention de fonctionnement – Assiette – Travailleurs mis à disposition par d'autres sociétés – Inclusion.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 novembre 2007 128

Note Claudy Ménard 128

DISCRIMINATION – Embauche – Démonstratrices de supermarché – Exclusion des candidates noires et maghrébines – Discrimination à l'embauche (225-2 3° C. Pén.) (non) – Offre d'emploi discriminatoire (225-2 5° C. Pén.) (oui).
COUR D'APPEL DE PARIS (11^e ch. sect. A) 6 juillet 2007 130

Note Paul Riandey, Avocat au Barreau d'Orléans 133

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Durée du mandat – Convention collective – Loi postérieure – Effet.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 novembre 2007 135

Note Florence Canut, Maître de conférences à l'Université Paul Valéry Montpellier III 135

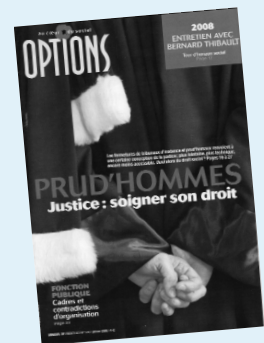
FORMATION PROFESSIONNELLE – Temps de travail – Formation organisée hors du temps de travail – Dispositif conventionnel – Actions éligibles - Actions de prévention et des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances (L. 900-2) – Temps de travail effectif.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2007 137

Note Marie-Ange Drica 138

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Discipline – Faute grave - Notion – Régime – Rémunération du préavis et de la mise à pied conservatoire.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 septembre 2007	140
Note Mireille Poirier	140
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation de licenciement – Enquête contradictoire – Témoignages - Communication.	
CONSEIL D'ETAT (4^e et 5^e ssr) 9 juillet 2007	142
TEMPS DE TRAVAIL – Déplacements – Régime – Distinction – Trajet professionnel (L. 212-4 al. 4) – Déplacement dans l'enceinte de travail (L. 212-4 al. 1 ^{er}) – Nécessité de caractériser les critères du temps de travail effectif.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 octobre 2007	143
Note Anja Johansson , Maître de conférences, Institut du Travail de Strasbourg, Université Robert Schuman	144
TEMPS DE TRAVAIL – Forfait jour – Conditions – Non-respect – Sanction.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 octobre 2007	146
Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris	147
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Reprise d'activité par une personne publique chargée d'un service public administratif – Application de l'article L. 122-12 – Effets – Rémunération – Maintien (oui) – Exception (oui).	
CONSEIL D'ETAT, 21 mai 2007	148

OPTIONS, le mensuel de l'UGICT-CGT propose au sommaire de son n° 533 un dossier de onze pages consacré aux Conseils de prud'hommes et à la prise en compte du droit dans l'action syndicale.

Renseignement dans les pages consacrées à la revue du site www.ugict.cgt.fr



RPDS n° 754 - Février 2008

Au sommaire :

- Déblocage de la participation : exceptionnel ou permanent
- La saisie des rémunérations (barème 2008)
- Les juges doivent vérifier si un cadre relève bien du forfait jours avant de statuer sur ses demandes (Cour de cassation, Chambre sociale, 31 octobre 2007, société Blue Green Villennes)
- L'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)
- Table de la jurisprudence publiée en 2007
- L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, il peut être commandé à : **NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches-en-Ouche**

Prix du numéro : **6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).**

Abonnement : **65 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.**

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : www.librairie-nvo.com